

ÉDITORIAL

Une bataille pour la République

PAR FABIEN GAY, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

JULIEN JARUNIAN/LEFIGARO

Les extrêmes droites se nourrissent des colères sociales, de l'abandon ressenti par des millions de nos concitoyens plongés dans la précarité, sur fond de désindustrialisation et de relégation territoriale. Loin d'y apporter des solutions de fond, l'extrême droite y répond par des discours racistes, imprégnés de haine et de division, qui sont désormais largement relayés pour séduire une partie de la population. Immigration, insécurité, identité : leurs obsessions simplistes et délétères prospèrent et intoxiquent le débat public. Tout ceci est le résultat d'une longue bataille idéologique, d'une banalisation politique mais aussi d'un déséquilibre profond dans la structuration de l'espace médiatique lié à la mainmise grandissante de puissances privées qui façonnent l'opinion à leur bon vouloir.

Cette évolution n'est pas étrangère au processus de concentration des médias, commencée dans les années 1980 sous l'influence de Robert Hersant, magnat de la presse d'extrême droite. D'autres empires sont nés dans son sillage. Celui de Vincent Bolloré est à ce titre emblématique : lignes éditoriales brutalement réorientées au gré de rachat de titres, journalistes écartés au profit d'éditorialistes idéologues, la mue du « JDD », d'Europe 1 ou de CNews en machine à fabriquer des polémiques permanentes a contribué à banaliser des idées autrefois marginales. Cette mise au pas de l'information, devenue dépendante d'enjeux économiques et d'agendas politiques privés, étiole le pluralisme. Lorsque quelques groupes agissent en monopole et contrôlent une part croissante de l'édition et de la presse écrite et audiovisuelle – tout en s'attaquant à l'audiovisuel public –, c'est la vitalité même du débat démocratique qui se trouve fragilisée.

Cette réalité appelle une réponse politique : des parlementaires ont déposé une proposition de loi visant à limiter la concentration des médias, à renforcer les pouvoirs des autorités de régulation et à garantir l'indépendance des rédactions. Qui sera surpris que le

RN et la droite aient annoncé voter contre ce texte, qui affaiblirait leur capacité de nuisance ? Cette riposte antifasciste ne se joue pas seulement dans l'Hémicycle. Elle se construit aussi dans les rédactions, dans les collectifs citoyens, dans les lieux d'éducation populaire. Ainsi, vous trouverez en kiosque le 23 février un hors-série porté par plusieurs médias indépendants, dont l'Humanité, intitulé « Combat ! Front commun contre l'extrême droite ».

C'est un acte fort. Loin d'un manifeste partisan, cette publication a été pensée comme un outil militant et démocratique mis à la disposition de chacun-e, à quelques semaines des élections municipales. Il contribuera à la lutte contre les extrêmes droites, en décryptant les mécanismes de banalisation, en démontant les contrevérités et en armant intellectuellement celles et ceux qui se refusent à la résignation. Car la bataille que nous menons contre les réactionnaires est avant tout culturelle : leurs idées rances ne gagnent pas seulement dans les urnes, elles avancent dans les esprits lorsqu'elles deviennent des évidences.

Cette lutte peut, et doit être gagnée ! Et la victoire s'arrachera en répondant aux besoins de justice fiscale et sociale, en réinvestissant les services publics, en redonnant du pouvoir aux salariés, en démocratisant la culture et en combattant fermement le racisme, l'antisémitisme et toute forme de discrimination. Autant d'ambitions que porte le communisme, notamment municipal ! La démocratie est fragile et suppose une information libre, diverse et affranchie des puissances de l'argent. Face à la montée de l'extrême droite, défendre le pluralisme des médias n'est pas un combat corporatiste : c'est une bataille pour la République. ●

La riposte antifasciste ne se joue pas que dans l'Hémicycle. Elle se construit aussi dans les rédactions, les collectifs citoyens, les lieux d'éducation populaire.